

LE X^E PLAN (1989-1992)

OU « L'AGRICULTURE FACE À SON AVENIR » :

ORIGINE DU MAL AGRICOLE EUROPÉEN

L'agriculture européenne, en particulier française, traverse une crise durable et profonde. Il apparaît de plus en plus évident que la mise en concurrence sur le marché mondial avec des pays aux normes bien moins exigeantes (fiscales, sociales, environnementales) est un trou noir qui engloutit peu à peu notre potentiel de production.

Pour sortir de cette crise, il faut en comprendre les causes et les enjeux.

Il existe un rapport établi à la fin des années 80, qui permet clairement de comprendre l'origine du mal et d'en établir les responsabilités.

A cette époque, la commission agricole du Commissariat général du Plan (chargé entre 1946 et 2006 de définir la planification économique du pays) a établi les grandes lignes des décisions à prendre en matière agricole qui conditionneront la réforme de la PAC de 1992 et ses déclinaisons actuelles.

Le rapport intitulé « L'agriculture face à son avenir » préfigure l'orientation de la PAC pour fournir de la matière première à bas prix aux industries agroalimentaires.

C'est cette position que la France a transmise au commissaire Ray Mac Sharry et qui a ensuite été imposée aux autres pays européens pour faire la réforme de la PAC de 1992.

Peu d'agriculteurs connaissent cette trahison fondamentale de la FNSEA et des JA, qui a d'ailleurs conduit à la création de la CR pour s'y opposer.

En effet, parmi les rédacteurs, on trouve :

Louis PERRIN, alors président de l'APCA

Henri de BENOIST, alors 1er vice-président de la FNSEA

Luc GUYAU, alors secrétaire général de la FNSEA

Henry JOUVE, alors président du CNJA

Philippe MANGIN, alors secrétaire général du CNJA

... et bien d'autres têtes pensantes du « syndicalisme de proposition » !

A travers les citations que vous trouverez au verso, on réalise que le contenu de ce rapport a ensuite servi de guide aux réformes de la PAC qui se sont succédé depuis.

Au final, ce rapport rédigé par des soi-disant syndicalistes, est bâti sur le mépris des agriculteurs et de leur dignité. Leur credo est celui d'une agriculture compétitive qui ne retrouverait une raison d'exister que lorsqu'elle saurait produire moins cher que les autres. En embrassant ce mythe de la vocation exportatrice de l'agriculture européenne, ils ont empoisonné l'agriculture et les agriculteurs !

UNE CONCLUSION S'IMPOSE :

CHANGER C'EST VITAL !

Quelques extraits du X^e plan

1. L'AGRICULTURE LIVRÉE AUX INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

« *L'avenir de l'agriculture est donc en grande partie lié :*

- *au développement des IAA [...] mais aussi à sa capacité propre à fournir aux IAA des matières premières correspondant aux exigences technologiques : délai, quantité, qualité mais aussi de prix. Si l'agriculture française n'est pas en mesure de répondre à ces exigences, les IAA s'approvisionneront ailleurs.* » (p. 41)

« *Un repli sur le grand marché intérieur n'est ni possible ni souhaitable. Un tel scénario : [...]*

- *à terme anéantirait le développement des IAA ;*

- *aurait un coût important pour l'économie française.*

Comme pour les autres grands pays exportateurs, la seule vision d'avenir pour l'agriculture européenne et française est une agriculture exportatrice. » (p. 63)

2. L'AGRICULTURE DU MOINS-DISANT MONDIAL ET LIVRÉE AUX SEULES LOIS DU MARCHÉ

« *Compte tenu des avantages comparatifs de l'agriculture française en particulier sur les grandes cultures, la direction à poursuivre ne peut être qu'une politique d'ajustement régulier et raisonnable par les prix pour atteindre les prix des pays ayant les coûts de production les plus compétitifs. La mise en œuvre de cette orientation nécessite des mesures d'accompagnement qui compte tenu de la discipline souhaitée sur les marchés mondiaux, ne doivent pas fausser les échanges.* » (p. 69)

3. LA BAISSÉ DES PRIX AGRICOLES, LA JACHÈRE OBLIGATOIRE ET LA MISE EN PLACE DES AIDES

« *Des formules sont imaginables du type d'aides économiques accompagnant une baisse des prix pour faciliter l'adaptation des exploitations modernisées ou modernisables [...]. Ainsi, la combinaison de baisse de prix limitée et d'un système de retrait de terre plus incitatif pourrait apparaître comme la solution la moins mauvaise à moyen terme conjuguant l'efficacité sur les volumes sans conséquences trop rigoureuses sur les revenus.* » (p. 70)

4. LA SORTIE DES QUOTAS LAITIERS

« *Mais l'objectif à plus long terme doit être de viser une sortie possible du système de maîtrise quantitative de l'offre. L'amélioration de la gestion des quotas actuellement à l'étude, doit tenir compte de cette sortie. Dans cette optique, il est indispensable que les aménagements nécessaires du système n'aillent pas à l'encontre des objectifs de long terme en contrecarrant l'indispensable recherche de la compétitivité et en cassant les débouchés des entreprises notamment pour les produits hauts de gamme.*

L'intérêt de la France doit être dans ce secteur également de faire jouer ses avantages comparatifs. L'intérêt des agriculteurs est de ne pas déconnecter le prix des exigences des acheteurs. Viser une sortie du système des quotas nécessite la poursuite de l'effort de restructuration de la production. » (p. 80)